

Paris, le 10 juillet 2019

Monsieur Christophe Castaner
Ministre de l'Intérieur

Référence : SG/03/19

Objet : Réforme du permis de conduire et de l'enseignement

Monsieur le Ministre,

Le 2 mai dernier, à l'occasion de votre déplacement en Charente, vous avez dévoilé les premières mesures destinées à réduire le prix et le temps de passage du permis de conduire.

Il apparaît que la réussite de ce projet passe par un recrutement suffisant d'inspecteurs et de délégués du permis de conduire et de la sécurité routière (IPCSR et DPCSR). Il s'agit en effet non seulement de produire le volume de places d'examen nécessaire, mais également de mettre en œuvre l'ensemble des missions statutaires confiées à ces agents, notamment celles de contrôle au sein de la filière d'enseignement de la conduite. La baisse des prix pratiqués ne saurait en effet se faire au détriment de la qualité de l'apprentissage. Or seuls les IPCSR et DPCSR, fonctionnaires de l'Etat, sont habilités à lutter contre les pratiques pédagogiques déviantes.

Mon organisation syndicale réaffirme à cette occasion que l'intérêt de l'usager consiste, non pas à passer l'examen autant de fois qu'il le souhaite, mais à obtenir le permis de conduire dans les délais les meilleurs, avec le niveau requis, postulat désormais repris par la Délégation à la Sécurité Routière (DSR).

En parallèle, il semble nécessaire de garder à l'esprit que la Commission européenne a adopté en juillet 2010 un plan ambitieux visant à réduire de moitié le nombre de morts sur les routes au cours des dix prochaines années. La France doit ainsi passer sous la barre des 2000 morts en 2020. Alors que les mesures prises ont montré leur efficacité jusqu'à ces derniers temps avec une baisse continue de la mortalité routière, nous pouvons constater que les chiffres ne diminuent plus.

Cette politique nécessite l'amplification des efforts déjà produits par les services de l'Etat et la pleine mobilisation des acteurs concernés. Parmi ces derniers, outre les forces de l'ordre chargées de la surveillance du réseau et de la lutte contre la délinquance routière, les IPCSR et DPCSR tiennent un rôle décisif. Pourtant, le PLF 2019 laisse apparaître la perte de 13 ETP, alors que leurs missions statutaires contribuent significativement à rendre les routes plus sûres, que ce soit au travers de leur expertise d'évaluateur à l'examen du permis de conduire, de leurs interventions en milieu scolaire notamment, ou encore des contrôles qu'ils effectuent au sein des établissements d'enseignement de la conduite et des centres de sensibilisation à la sécurité routière.

Ainsi, afin d'accroître l'efficacité de l'Etat et eu égard aux enjeux humains et financiers que représente l'insécurité routière, mon organisation syndicale revendique une augmentation des effectifs d'IPCSR. De même, l'encadrement de premier niveau que constitue le corps des DPCSR doit être renforcé dans un contexte d'évolution profonde de ce secteur d'activité, et compte tenu des tâches de plus en plus nombreuses qui lui sont confiées.

C'est pourquoi nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir nous faire part de votre vision stratégique et budgétaire en matière de recrutement dans notre secteur.

Persuadé de votre juste perception des enjeux soulevés par ce courrier et misant sur votre implication forte sur le thème de la sécurité et de l'éducation routières, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.



Laurent DEVILLE
Secrétaire général

Copie : Monsieur Christophe Mirmand, Préfet, Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur
Monsieur Antoine Saintoyant, Chef de pôle du cabinet du Premier ministre
Monsieur Emmanuel Barbe, Magistrat, DSR